



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Circulaire 9179

du 08/03/2024

Introduction des demandes et procédure d'attribution des postes ACS-APE autres que PUERI – LNC 2024-2026

Cette circulaire abroge et remplace la(les) circulaire(s) : 8012

Type de circulaire	circulaire administrative
Validité	du 06/03/2024 au 27/03/2024
Documents à renvoyer	oui, pour le 27/03/2024

Résumé	Candidature ACS-APE autres que Puéri 2024-2026
--------	--

Mots-clés	ACS-APE autres
-----------	----------------

Remarque	Pour des raisons d'ergonomie de lecture, cette circulaire n'est pas rédigée en écriture inclusive mais elle s'adresse néanmoins tant aux hommes qu'aux femmes, ainsi qu'aux personnes non-binaires.
----------	---

Etablissements et pouvoirs organisateurs concernés

Réseaux d'enseignement	Unités d'enseignement
Ens. libre subventionné Libre non confessionnel	Maternel ordinaire Primaire ordinaire Secondaire ordinaire Maternel spécialisé Primaire spécialisé Secondaire spécialisé

Signataire(s)

Madame la Ministre Caroline DESIR

Personne de contact concernant la publication de la circulaire

Nom, prénom	SG/DG/Service	Téléphone et email
VERKERCKE Bernard	AGE/DGPE/SGGPE/DPSS/Service ACS-APE-PTP	02/413.25.71 bernard.verkercke@cfwb.be
OGBONI Eloi	AGE/DGPE/SGGPE/DPSS/Service ACS-APE-PTP	02/413.30.40 eloi.oqboni@cfwb.be



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES
ENSEIGNEMENT.BE

Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles
Administration générale de l'Enseignement
Direction générale des personnels de l'enseignement

**Introduction demandes - procédure attribution postes ACS-APE autres
que puériculteur (trice)s dans l'enseignement fondamental et
secondaire ordinaire et spécialisé. Encadrement complémentaire –
LNC – 2024-2026**

Madame, Monsieur,

Comme annoncé dans la circulaire n° 8863, le mécanisme d'attribution des postes ACS/APE encadrement complémentaire ainsi que les procédures y afférentes font l'objet d'une révision. En effet, la réglementation en matière de subventions régionales pour ces postes « d'aides complémentaires » n'ayant pas été revue depuis plusieurs années, des pratiques de terrain se sont ainsi implémentées, entraînant parfois des incompréhensions pour tout un chacun. Le Gouvernement vient d'adopter en troisième lecture un projet de décret visant à :

- apporter une assise législative aux aides complémentaires dans le secteur de l'enseignement bénéficiant des subventions régionales ;
- améliorer le mécanisme d'attribution des postes dans l'enseignement obligatoire ;
- modifier diverses dispositions tendant à harmoniser le traitement de la fonction de recrutement de puériculteur.

Sous réserve de l'adoption définitive dudit décret par le Parlement, quelques modifications seront déjà opérées pour cette attribution. La mise en œuvre du nouveau dispositif a été envisagée de façon progressive afin de permettre à tous les acteurs de s'ajuster à ce changement de paradigme.

J'ai donc le plaisir de vous informer que **427,5** postes (ETP) ACS/APE encadrement complémentaire seront mis à la disposition des établissements scolaires pour les années scolaires 2024-2025 et 2025-2026, après déduction des postes qui sont affectés à l'organisation des réseaux et à la demande de ceux-ci (postes préalablement affectés). De ce nombre total, **6,5 postes** (3 postes en Région de Bruxelles-Capitale et 3,5 postes en Région Wallonne) reviennent à l'enseignement **LNC** proportionnellement au nombre d'élèves que ce réseau scolarise

Les postes sont ensuite répartis entre les différentes zones, en fonction de la proportion du nombre d'élèves inscrits dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé (population scolaire arrêtée au 30/09/2023 pour le fondamental et au 01/10/2023 pour le secondaire), cela revient à la ventilation que vous trouverez en **annexe 1**.

La présente circulaire vise à **établir la procédure d'introduction des demandes** de postes d'ACS/APE encadrement complémentaire en vue de l'attribution des postes au sein des implantations scolaires, pour les années scolaires 2024-2025 et 2025-2026.

Afin de gérer au mieux et de répartir le plus équitablement possible l'encadrement complémentaire mis à la disposition des implantations scolaires, conformément au décret du 12 mai 2004 *relatif à la définition de la pénurie et à certaines Commissions dans l'enseignement organisé ou subventionné par la Fédération Wallonie-Bruxelles*, les implantations seront sélectionnées sur la base du dossier introduit, au plus tard le **mercredi 27 mars 2024 à 16h 30**, auprès de la Commission de gestion des emplois compétente, composée paritairement des représentants des organisations syndicales et des fédérations de pouvoirs organisateurs. Il est à noter qu'aucun dossier ne sera pris en considération au-delà de cette date limite d'introduction.



Nouveautés et modifications

Sujet	Contenu
Objectivité et de transparence	Dans un souci d'objectivité et de transparence, le classement est effectué sur des critères reconnus pour leur pertinence afin de répondre au besoin d'encadrement des élèves, tels que la présence d'une classe unique, le ratio élevé du taux d'encadrement dans le niveau concerné, le milieu socioéconomique de l'implantation, les besoins spécifiques des élèves, l'évolution de la population scolaire et enfin, des facteurs liés à l'environnement de l'élève.
Commission	<p>Chaque Commission examinera le classement des demandes réalisé sur base des critères évoqués ci-dessus, considérés comme objectivables et contrôlables, et connus avant le début de ses travaux. Le cas échéant, certaines demandes pourraient faire l'objet d'un arbitrage en commission sur base des éléments des dossiers de demande, soit :</p> <ul style="list-style-type: none">- des éléments structurels spécifiquement liés à l'implantation, susceptibles de justifier le besoin d'une aide complémentaire ;- du nombre important de demandes émanant d'une même implantation. <p>Cet arbitrage ne peut se faire qu'à la condition où il ne produit qu'une atteinte marginale au classement initial.</p>
situations exceptionnelles	Sous réserve de l'adoption du projet de décret par le Parlement, la Ministre de l'Education peut attribuer annuellement un maximum de 50 postes pour des situations de force majeure , des situations exceptionnelles ou des situations non couvertes par les données à disposition (création d'écoles). Pour plus d'informations, vous pouvez contacter le service « ACS-APE ». Il s'agit, toutefois, d'un dispositif <u>exceptionnel</u> .

REMARQUES IMPORTANTES

Les modalités d'introduction des dossiers en vue de l'obtention d'aides complémentaires "puériculteurs¹ » dans l'enseignement fondamental ordinaire font l'objet d'une circulaire particulière.

Aucun autre poste de puériculteur dans le fondamental ordinaire ne peut donc être demandé via la procédure décrite dans cette circulaire.

¹ Le terme puériculteur est utilisé à titre « épiciène » dans le cadre de la circulaire.

Par ailleurs, les fonctions d'assistant(e) à l'instituteur(trice) maternel(le) ou primaire, assistant(e) au personnel d'éducation, assistant(e) à la gestion administrative et ouvrier(ère) sont strictement **réservées aux postes PART-APE** (en Région wallonne) **ou PTP** (en Région de Bruxelles-Capitale).

Aucun poste ACS/APE « traditionnel » ne sera donc attribué pour ces fonctions

Le présent document concerne dès lors la procédure d'attribution:

- des postes de puériculteurs dans l'enseignement fondamental spécialisé ;
- des autres postes ACS/APE dans les établissements d'enseignement fondamental (ordinaire et spécialisé);
- des postes ACS/APE à affecter dans les établissements d'enseignement secondaire de plein exercice (ordinaire et spécialisé).

Titres et fonctions

Depuis le 1^e septembre 2016, le régime de **Titres et Fonctions** (RTF) est entré en vigueur. Il a pour vocation d'harmoniser les titres, fonctions et barèmes des professionnels de l'enseignement fondamental et secondaire de tous les réseaux en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Les membres du personnel ACS/APE recrutés dans des **fonctions analogues** à celles fixées par l'AGCF du 5 juin 2014 **sont pleinement concernés par le régime des Titres et fonctions**, aussi bien en ce qui concerne les mesures relatives aux titres que celles relatives à la priorisation. Toutes les mesures dérogatoires et transitoires leur sont applicables.

L'application « PRIMOWEB » permet de retrouver la liste des titres requis (TR), suffisants (TS) et de pénurie (TP) pour chacune de ces fonctions listées au sein de cet AGCF.

Afin de permettre aux agents Fixateurs et Liquidateurs des Traitements du service ACS/APE/PTP de déterminer correctement les barèmes applicables, les employeurs veilleront à respecter scrupuleusement et exclusivement les fonctions visées par la réforme.

En ce qui concerne les dispositions pratiques liées à ce dispositif et à ses nouveautés, je vous renvoie vers les nouvelles circulaires spécifiques aux titres et fonctions parues pour cette rentrée scolaire ou en cours d'année et concernant les différents réseaux et niveaux respectifs.

Je vous rappelle que les postes sont octroyés pour deux années scolaires consécutives, en l'occurrence du 26/08/2024 au 04/07/2025 et du 25/08/2025 au 03/07/2026, sous réserve du maintien des subventions régionales.

Cependant, même si le classement effectué par les Commissions sera bien validé et arrêté pour deux années successives, **les dépêches seront établies pour chaque année scolaire. Pour ce faire, les documents administratifs** devront parvenir annuellement à l'Administration.

En particulier, **la durée d'engagement figurant sur la dépêche sera scrupuleusement respectée**. Le cas échéant, un non-renouvellement d'un contrat ACS-APE est dès lors possible à l'issue de la première période. A cet égard, il conviendra de suivre annuellement les directives relatives à l'engagement des ACS/APE dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire ou spécialisé.

La Ministre de l'Education,

Caroline DESIR

Table des matières

Nouveautés et modifications.....	3
PREMIERE PARTIE : ATTRIBUTION DES POSTES	7
1. Rôle des commissions dans l'attribution de ces postes	7
2. Principes généraux d'introduction des demandes.....	8
3. Analyse des demandes et critères de classement	8
4. Envoi des dépêches.....	8
6. Non-utilisation de la dépêche.....	9
DEUXIEME PARTIE: MODALITES D'INTRODUCTION DES DEMANDES	10
1. Organisation fonctionnelle	10
2. Modalité d'envoi des fichiers.....	11
3. Suivi de la demande.....	11
Documents à renvoyer	19
Personnes à contacter	19
Annexes.....	20

PREMIERE PARTIE : ATTRIBUTION DES POSTES

1 Règles d'attribution des postes

Le nombre de postes attribués à chaque réseau, à chaque zone et, pour ce qui concerne l'enseignement libre subventionné, selon chaque caractère, est proportionnel au nombre d'élèves régulièrement inscrits dans les établissements ou implantations scolaires au 30 septembre ou au 1^{er} octobre de l'année qui précède celle pour laquelle les postes sont attribués.

Sur l'ensemble des **427,5** postes (ETP) ACS/APE qu'il est possible d'attribuer (Région de Bruxelles-Capitale et Région Wallonne confondues) après déduction des postes préalablement affectés aux réseaux, **6,5** reviennent au LNC, proportionnellement au nombre d'élèves que ce réseau scolarise.

La répartition des postes par zone se trouve en **annexe 1**.

1. Rôle des commissions dans l'attribution de ces postes

Cette année, les Commissions de gestion des emplois sont chargées de :

- a. veiller au respect de la procédure de la demande de postes ACS ou APE autres que les postes de puériculteurs attribués dans l'enseignement fondamental ordinaire;
- b. examiner le classement des demandes, et retranscrire les éventuels arbitrages opérés dans le procès-verbal des réunions ;
- c. établir les classements des postes ACS/APE au niveau de la zone dans l'enseignement fondamental et secondaire, ordinaire et spécialisé, sur la base des demandes introduites par les pouvoirs organisateurs et des critères objectifs prescrits ;
- d. valider impérativement le classement complet des demandes pour la zone ;

Les Commissions ont un rôle crucial à jouer dans la vérification des demandes introduites par les établissements scolaires. Elles doivent vérifier toutes les données encodées dans les tableaux de demande (dénomination, adresse complète, numéros FASE corrects, colonnes complétées...) avant leur transmission à l'Administration.

Afin de faciliter le travail des Commissions, il est donc important de leur fournir les données les plus précises possible et donc de respecter scrupuleusement les instructions figurant dans la **fiche 2**.

Ces Commissions exercent leurs compétences par réseau, par niveau et par zone. Elles sont paritaires et présidées par un représentant de l'Administration de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

2. Principes généraux d'introduction des demandes

Toute demande doit être introduite par le pouvoir organisateur ou son délégué pour **le mercredi 27 mars 2024 à 16h 30** au plus tard, et devra comprendre :

- les annexes à la circulaire (le modèle est repris en fiche 1) ;
- la fiche d'identification P.O (le modèle est repris en fiche 3).

Les demandes introduites après cette date ne seront pas prises en compte sans dérogation possible.

Ces documents doivent être envoyés par courriel **auprès de la Commission de gestion des emplois compétente** dont les coordonnées sont reprises à l'annexe 2 ;

3. Analyse des demandes et critères de classement

Les postes sont attribués aux implantations par la Ministre de l'Education sur la base des classements motivés et validés par les commissions.

Pour rappel, le classement sera établi pour deux années scolaires consécutives et les demandes seront classées, par Région, sur la base de la population scolaire au premier comptage du 30 septembre (enseignement fondamental) ou du 1^{er} octobre (enseignement secondaire) précédant l'année scolaire d'attribution, par niveau et par type d'enseignement, par réseau et par zone.

Chaque commission prend en compte les critères prévus par le décret afin de proposer l'octroi d'un poste ACS/APE autre que puériculteur au sein des implantations.

Le classement s'opère en appliquant les critères suivants par ordre de priorité :

1. la présence d'une classe unique pour le niveau d'enseignement concerné ;
2. le taux d'encadrement dans le niveau concerné ;
3. l'indice socioéconomique (classe ED) ;
4. les besoins spécifiques des élèves ;
5. la population scolaire (évolution) ;
6. les facteurs liés à l'environnement de l'élève.

Ces renseignements sont fournis par le Pouvoir organisateur ou son délégué et sont susceptibles d'être vérifiés par les services du Gouvernement à tout moment.

4. Envoi des dépêches

Communication de la décision

L'information relative à l'attribution des postes aux Pouvoirs organisateurs et aux directions se fera au plus tard le dernier jour de l'année scolaire précédant l'année scolaire pour laquelle l'octroi est demandé.

5. Modifications éventuelles

En raison de circonstances exceptionnelles dûment justifiées, le Pouvoir organisateur peut être autorisé à réduire la charge horaire du membre du personnel bénéficiant du poste octroyé. (passage d'un temps plein à un mi-temps)

Sous peine d'irrecevabilité, les demandes de modifications doivent être introduites par courriel auprès du service « ACS-APE » pour le 15 octobre de l'année scolaire en cours ou, dans le cas d'une attribution tardive ou d'une réattribution, au plus tard trente jours ouvrables après la décision d'octroi par le Ministre.

6. Non-utilisation de la dépêche

Lorsqu'un Pouvoir organisateur renonce au poste attribué ou ne procède pas à l'engagement après trois mois sans en avoir communiqué les motifs auprès du service « ACS-APE » à l'adresse postes-acs-ape-ntp@cfwb.be le **poste est automatiquement attribué** à l'implantation la mieux classée suivante dans le classement validé par la Commission jusqu'à la fin de la période d'attribution. Le Pouvoir organisateur en sera immédiatement averti.

DEUXIEME PARTIE: MODALITES D'INTRODUCTION DES DEMANDES

1. Organisation fonctionnelle

- Vous trouverez en annexe 1 de la présente circulaire², le fichier d'encodage à utiliser pour introduire votre (vos) demande(s) de postes ACS/APE(s)
- Les annexes actualisées sont également disponibles en téléchargement sur le site <http://www.acs-ape-ntp-documents.cfwb.be>
- Une foire aux questions est également disponible via ce même lien Web.
- Encodez vos données en utilisant la police « **ARIAL 10** ». Cette demande est formulée pour des raisons de simplification lors du publipostage ;
- Il est indispensable que toutes les demandes relevant d'un même Pouvoir organisateur soient regroupées en un seul fichier avant l'envoi aux secrétariats des Commissions de gestion des emplois.

Pour ce faire, chaque Pouvoir organisateur doit impérativement regrouper les demandes de ses établissements en utilisant le "fichier fusion".

Les explications pour la fusion sont reprises dans le fichier Excel (onglet "aide").

Remarque : ce fichier de fusion n'est pas fourni en annexe de la présente circulaire, mais disponible (comme le fichier d'encodage) en téléchargement à l'adresse www.acs-ape-ntp-documents.cfwb.be

REMARQUES IMPORTANTES

Si vous possédez une nouvelle version d'Excel (à partir de 2007), vous devez absolument sauvegarder le fichier sous "xls" (et non xlsx) afin que celui-ci soit intégralement lisible.

Ce fichier doit impérativement être utilisé. Tout autre fichier (scanné, autre format, années antérieures...) ne sera pas pris en compte.

Attention, les critères étant différents, ne procédez aucunement à des « copier-coller » de données relatives aux demandes précédentes.

Les Commissions de gestion des emplois ne doivent recevoir qu'un **seul fichier par P.O.** Par conséquent, il appartient aux établissements scolaires de transmettre leurs fichiers à leur P.O. lequel devra les fusionner avant l'envoi à la Commission de Gestion des Emplois compétente. Respectez scrupuleusement cette instruction car les envois "en double" entraînent des erreurs importantes dans l'attribution des postes.

Les Pouvoirs Organisateurs procéderont par "copier-coller" des données figurant sur chaque fichier transmis par leurs établissements scolaires sur un fichier vierge qu'ils nommeront comme indiqué ci-après.

² dont un aperçu est disponible à la fiche 1 en page 13 du présent document

2. Modalité d'envoi des fichiers

Il est impératif de suivre les recommandations suivantes :

- Compléter et sauvegarder le fichier sous le nom "**ACS/APE + LNC + zone + numéro fase du PO + commune**" (avec un espace entre chaque donnée) :

Exemple: APE Inc 3 1148 Wanze

- Transmettre la demande (tableau + fiche), **par e-mail** aux deux instances suivantes :
 - Commission zonale de gestion des emplois ad hoc pour l'enseignement ordinaire
Pour les coordonnées, consulter l'annexe 2 ci-dessous
 - Commission centrale de gestion des emplois pour l'enseignement spécialisé
 - Organe de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs du réseau concerné.
 - FELSI - Fédération des Etablissements Libres Subventionnés Indépendants
 - Avenue Jupiter, 180 1190 BRUXELLES
 - Tel: 02/527.37.92
 - Adresse e-mail : secretariat@felsi.eu
- Transmettre **pour le mercredi 27 mars 2024 à 16h30 au plus tard**

3. Suivi de la demande

Si vous souhaitez recevoir sur-le-champ un accusé de réception de votre envoi, il vous suffit, avant l'envoi de votre courriel, de cocher dans les options de votre boîte courriels "demander un accusé de réception".

Lors de l'envoi par courriel, il vous est demandé de renseigner la personne de contact (n° de téléphone et adresse courriel) à qui le secrétariat des Commissions de gestion des emplois peut s'adresser pour toutes questions relatives aux fichiers transmis.

REMARQUE IMPORTANTE:

En cas d'envoi de fichiers modificatifs à ceux transmis initialement, il convient de reprendre le même intitulé de fichier que celui du fichier initial et d'y indiquer à la suite "rectificatif".

Afin d'assurer l'authenticité des informations, il est impératif de transmettre au secrétariat de la commission, le mercredi **27 mars 2024 à 16h 30 au plus tard**, la fiche d'identification P.O. (fiche 3) complétée et signée pour certification conforme des fichiers transmis électroniquement.

Il est très important de vérifier toutes les données reprises dans les fichiers avant de les transmettre.

FICHE 1: (tableau en annexe de la circulaire)

FICHER ENCODAGE DES DEMANDES DE POSTES AUTRES QUE PUERICULTEURS - années scolaires 2024-2025 et 2025-2026

			PO GESTIONNAIRE DU DOSSIER						ETABLISSEMENT		IMPLANTATION					PARAMETRES					
RES	ZONE	NIV	N° fase du PO	PO (enseignement subventionné) ou ETABLISSEMENT (Enseignement organisé par la FWB) DENOMINATION	ADRESSE	N°	CP	LOCALITE	N° FASE de l'établissement	Niveau d'enseignement (unité FASE de l'établissement)	N° FASE implantation	DENOMINATION	ADRESSE	N°	CP	LOCALITE	Fonction en lien avec l'unité	Charge (temps plein ou mi-temps)	Durée	Poste partagé	Ecole porteuse
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22

Critères d'attribution										Renseignements complémentaires non obligatoires	
Existence d'une classe unique en lien avec l'unité FASE (col 11) (OUI / NON)	Nombre de titulaires dans le niveau concerné	Classe de l'indice socio économique de l'implantation	Besoins spécifiques des élèves.	Population scolaire au 30/09/2023 pour l'implantation et le niveau d'enseignement concerné par la demande	Population scolaire au 30/09/2022	Population scolaire au 30/09/2021	Environnement de l'élève (descriptif)			Eléments structurels spécifiques à l'implantation (descriptif)	
23	24	25	26	27	28	29	30			31	

Formulaire

FICHE 2

NOTE EXPLICATIVE - ENGAGEMENT DES POSTES ACS/APE AUTRES QUE PUERICULTEURS - IMPLANTATIONS

La fiche explicative du fichier encodage des demandes de postes autres que puériculteurs par implantation concerne tous les réseaux.

Consignes d'encodage

- **Veillez à bien compléter chaque colonne du tableau.** Si vous omettez d'introduire des données, ces colonnes apparaîtront en rouge.
- **La cellule « dénomination » de l'implantation :**
Dans la mesure où la plupart des implantations ne possèdent pas une dénomination spécifique, la cellule n'est pas complétée automatiquement.
Vous devez indiquer manuellement :
 - La dénomination officielle ou officieuse de cette implantation.
OU
 - La dénomination de l'établissement.
- **L'encodage dans les fichiers doit débiter sur la première ligne vierge** après la zone de titre.
- Les encodages doivent se suivre (**pas de ligne blanche**).
- **Pour le critère « Classe unique »,** sélectionnez la réponse « OUI » ou « NON » **pour le niveau considéré (unité FASE en colonne 11)**
- **Pour les critères « Nombre de titulaires », « Classe de l'indice socioéconomique », « besoins spécifiques », « population scolaire »,** un nombre est attendu.
- **Pour le critère « Environnement élève »** un descriptif est attendu. Veillez à limiter le texte à une hauteur de 5 lignes maximum.
- **Pour les critères « Eléments structurels spécifiques à l'implantation », un descriptif est autorisé,** Texte libre (le formulaire permet l'encodage de motifs prédéfinis).

ATTENTION : Toutes les données encodées seront susceptibles **d'être vérifiées** par l'Administration sous peine de nullité de la demande.

Vous trouverez, ci-dessous, chaque colonne du formulaire de demande détaillé.

N° de COLONNE	DENOMINATION	TYPE DE DONNÉES	EXPLICATIONS
Colonne 1	Réseau	Liste déroulante	Il s'agit du réseau auquel appartient l'implantation WBE : Wallonie-Bruxelles Enseignement OS : Officiel subventionné LC : Libre confessionnel LNC : Libre non confessionnel ATTENTION: il est important de compléter cette cellule, à défaut, la ou les lignes concernées ne seront pas importées dans le fichier de fusion
Colonne 2	Zone	Liste déroulante	Il s'agit du numéro de la zone. Pour les zones regroupées choisissez tz (toutes zones) ATTENTION: il est important de compléter cette cellule, à défaut, la ou les lignes concernées ne seront pas importées dans le fichier de fusion
Colonne 3	Niveau	Liste déroulante	Il s'agit du niveau FOND: enseignement fondamental ordinaire SEC: enseignement secondaire ordinaire SPECFOND: enseignement fondamental spécialisé SPECSEC: enseignement secondaire spécialisé ATTENTION: il est important de compléter cette cellule, à défaut, la ou les lignes concernées ne seront pas importées dans le fichier de fusion
Colonne 4	N°FASE PO	Encodage direct du numéro du PO ou choix dans la liste déroulante	Reprend le N° FASE du PO (toujours indiquer obligatoirement le n°478 pour les établissements de l'Enseignement organisé par la FWB)
Colonne 5	PO ou ETABLISSEMENT	Automatique	Il s'agit de la dénomination du PO gestionnaire du dossier administratif et pécuniaire du membre du personnel ou de l'établissement gestionnaire du dossier administratif et pécuniaire du membre du personnel pour l'enseignement organisé par la CF auquel appartient l'implantation
Colonne 6			Reprend l'adresse du PO (boulevard, avenue, rue ...)
Colonne 7			Reprend le N° de l'adresse du PO
Colonne 8			Reprend le code postal où est établi le PO
Colonne 9			Reprend la commune où est établi le PO
Colonne 10	ETABLISSEMENT	Encodage direct du numéro ou choix dans la liste déroulante	Reprend le numéro FASE de l'établissement (obligatoire)
Colonne 11		Liste déroulante	Indiquez le niveau d'enseignement ou plus exactement le numéro de l'unité FASE de l'établissement. Le niveau, l'unité FASE et la fonction doivent être en concordance

Colonne 12	IMPLANTATION	Encodage direct du numéro ou choix dans la liste déroulante	Introduire le N° FASE de l'implantation	
Colonne 13		Encodage	Dénomination de l'IMPLANTATION Remarque : la plupart des implantations ne possèdent pas une dénomination spécifique. Vous devez indiquer manuellement : <ul style="list-style-type: none"> - La dénomination officielle ou officieuse de cette implantation. OU - La dénomination de l'établissement. 	
Colonne 14 à 17		Automatique	Adresse (boulevard, avenue, rue ...), le n°, le code postal et la commune de l'implantation	
Colonne 18	FONCTION	Encodage	La fonction doit être indiquée suivant la réglementation « Titres et Fonctions ». La fonction doit être en stricte concordance avec le NIV (col 3) et l'unité FASE de l'établissement (col 11)	
Colonne 19		Liste déroulante ½ temps 4/5 temps	Libre choix de la charge par l'employeur (plus de quotas distincts entre les mi-temps et les 4/5èmes temps) Donnée OBLIGATOIRE	
Colonne 20		Liste déroulante - 10 mois - 12 mois	Seule la fonction "ouvrier" permet une durée différente : soit 10 mois, soit 12 mois. Les autres fonctions sont limitées à 10 mois.	
Colonne 21		Poste partagé	Encodage	Si le poste est partagé : Dans ce cas, il faut obligatoirement encoder toutes les implantations concernées par la demande de poste partagé (une ligne par implantation). Dans cette cellule, il faut attribuer un identifiant commun pour toutes les lignes concernées par le poste partagé. Par exemple: DEM 1 sur toutes les lignes concernées par un même poste partagé, puis DEM 2 si vous demandez un autre poste partagé dans le même tableau etc. Comme identifiant commun, vous pouvez également utiliser le <u>code de l'implantation</u> du PO/établissement porteur. N'oubliez pas de désigner le PO/établissement porteur en colonne 22. Si le poste n'est PAS partagé, vous indiquez « NON » ou vous laissez la cellule vide Un exemple de demande de poste partagé sera disponible à l'adresse acs-ape-ptp-documents.cfwb.be

Colonne 22	O B L I G A T O I R E	Ecole porteuse	Liste déroulante OUI/NON	<p>Uniquement dans le cas de poste partagé, vous devez indiquer "OUI" en regard de l'implantation qui est porteuse du projet.</p> <p>Rappel: est porteuse, l'école qui assume la gestion administrative et pécuniaire du dossier du membre du personnel qui sera engagé.</p> <p>Donc, indiquer "OUI" pour l'implantation qui gèrera le poste partagé et "non" pour les autres implantations.</p> <p>Rappel: il ne peut y avoir qu'une seule école porteuse par poste partagé.</p> <p>Remarque : si vous indiquez «OUI » mais que vous ne renseignez rien dans la colonne 21 (poste partagé), la cellule devient rouge</p> <p>Si le poste n'est pas partagé, vous n'indiquez rien dans la cellule.</p>
Colonne 23		CLASSE UNIQUE	Liste déroulante OUI/NON	<p>Indiquez si votre implantation a une « classe unique » pour la niveau concerné. Doit être en concordance avec l'unité FASE de l'établissement (colonne 11)</p> <p>Classe unique = une classe regroupant des élèves du niveau concerné dans une seule classe confiée à moins de deux équivalant temps plein (ETP).</p>
Colonne 24		NOMBRE DE TITULAIRES	Encodage	<p>Indiquez le nombre d'emplois subventionnés dans le niveau concerné au 30 /09/ 2023 (enseignement fondamental) ou au 01/10/2023 (enseignement secondaire)</p> <p>Par nombre d'emplois subventionnés, il faut entendre le nombre de titulaires de classe (ETP) subventionnés à <u>l'exception</u> de la direction, et les emplois sans classe. Le nombre indiqué doit être <u>arrondi au 0,5 inférieur</u> L'objectif est de réduire les effets de seuil liés aux normes d'encadrement. Ce critère est prépondérant.</p> <p>Vous trouverez cette information dans PRIMVER.</p>
Colonne 25		Indice Socio-économique (ne concerne pas le spécialisé)	Encodage	<p>Indiquez votre classe encadrement différencié (définie le 20/4/2023) de l'implantation qui sollicite la demande – (entre 1 et 20)</p> <p>Pour les implantations créées à partir du 01/09/2023 et non encore classées – choisir "aucune"</p> <p>Ce renseignement est fourni par la DGEO (Direction générale de l'Enseignement obligatoire) ou via l'application PRIMVER.</p>
Colonne 26		Besoins spécifiques des élèves.	Encodage	<p>Les besoins spécifiques des élèves prendront en compte le nombre de protocoles d'aménagement raisonnable additionné au nombre de protocoles d'intégration dans niveau de l'enseignement concerné.</p> <p>Renseignez le nombre total de protocoles en cours au 30/09/2023.</p>

				Vous trouverez cette information dans SIEL et PRIMVER Creos ou dans ProEco	
Colonne 27		Population scolaire au 30/09/2023 pour l'implantation et le niveau concerné par la demande	Encodage	Indiquez le nombre d'élèves inscrits au 30/09/2023 (fondamental) ou au 01/10/2023 (secondaire) pour l'implantation et le niveau concerné	
Colonne 28		Population scolaire au 30/09/2022	Encodage	Indiquez le nombre d'élèves inscrits au 30/09/2022 ou au 01/10/2022 pour l'implantation et le niveau concerné.	
Colonne 29		Population scolaire au 30/09/2021	Encodage	Indiquez le nombre d'élèves inscrits au 30/09/2021 ou au 01/10/2021 pour l'implantation et le niveau concerné.	
Colonne 30		Environnement de l'élève	Descriptif	<p>Ce critère vise à assurer la prise en considération du climat scolaire sous l'angle « élève » et des écoles avec de plus grandes difficultés (par exemple, plus haut taux de redoublement accueilli ou de sorties précoces par exemple, etc.).</p> <p>Dans l'enseignement spécialisé, la colonne « environnement de l'élève » permet également d'indiquer certaines spécificités, telles que : le(s) type(s) d'enseignement pour le(s)quel(s) le poste est sollicité, la(les) classe(s) à pédagogie adaptée qui serait(seraient) bénéficiaire(s) de l'aide complémentaire, l'ouverture d'un nouveau type dans l'école nécessitant une aide complémentaire, etc.</p> <p>Texte libre. Veuillez limiter l'information à 5 lignes maximum</p>	
Colonne 31	Non obligatoire	Eléments structurels spécifiques à l'implantation.	Descriptif (formulaire suggéré)	Texte libre (le formulaire permet l'encodage de motifs prédéfinis)	

Remarque: lorsqu'un nombre d'élèves est demandé, il s'agit d'élèves régulièrement inscrits

FICHE 3

Fiche d'identification du P.O.

Engagement pour les années scolaires 2024-2025/2025-2026 de personnels sous contrat ACS ou APE dans l'enseignement LNC fondamental ou secondaire, ordinaire et spécialisé

Nom du P.O.:

Numéro FASE du P.O.:

Adresse complète:

Coordonnées des écoles ayant introduit une(des) demande(s) de poste(s):

Personne de contact:

RESEAU: LNC

ZONE(*):

Je certifie conforme les données transmises par voie électronique en date du:

Cachet du P.O. et signature:

(*) à compléter



Documents à renvoyer

Document	Destinataire	Date limite de réception
Introduction des demandes	Commission(s) Zonale ou Centrale	mercredi 27 mars 2024 à 16h30



Personnes à contacter

Direction des Personnels à Statut spécifique

Service ACS-APE-PTP

Boulevard Léopold II, 44

1080 Bruxelles

Toute demande de renseignements relatifs à cette circulaire peut être obtenue auprès des personnes suivantes de

10h00 à 12h00 UNIQUEMENT

Identité	Fonction	Coordonnées
VERKERCKE Bernard	Directeur	02/413.22.89 (secrétariat)
OGBONI Eloi	Collaborateur Administratif	02/413.30.40



Annexes

N°	Titre de l'annexe
1	REPARTITION ZONALE DES POSTES ACS/APE pour LNC
2	Modèle de tableau de candidature
3	Liste des secrétariats des Commissions
4	Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2002

ANNEXE 1

LNC- REPARTITION DES POSTES ACS/APE PAR ZONE ET PAR NIVEAU

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ORDINAIRE

CONVENTION	ZONE	Popul. scolaire	%	Nbre postes
ACS RB 2004	1 BRUXELLES-CAPITALE	3145	100	0
APE-ENSEIGNEMENT	2 BRABANT WALLON	1480	66,31	1
APE-ENSEIGNEMENT	3 HUY-WAREMME	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	4 LIEGE	160	7,17	0
APE-ENSEIGNEMENT	5 VERVIERS	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	6 NAMUR	261	11,69	0
APE-ENSEIGNEMENT	7 LUXEMBOURG	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	8 WALLONIE PICARDE	151	6,77	0
APE-ENSEIGNEMENT	9 HAINAUT CENTRE	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	10 HAINAUT SUD	180	8,06	0
TOTAL			100	1

Remarque: population fondamentale au 30/09/2023

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE ORDINAIRE

CONVENTION	ZONE	Popul. scolaire	REP. %	POSTES
ACS RB 2004	1 BRUXELLES-CAPITALE	3711	100	1
APE-ENSEIGNEMENT	2 BRABANT WALLON	2071	83,27	1
APE-ENSEIGNEMENT	3 HUY-WAREMME	0		0
APE-ENSEIGNEMENT	4 LIEGE	0		0
APE-ENSEIGNEMENT	5 VERVIERS	0		0
APE-ENSEIGNEMENT	6 NAMUR	0		0
APE-ENSEIGNEMENT	7 LUXEMBOURG	0		0
APE-ENSEIGNEMENT	8 WALLONIE PICARDE	416	16,73	0
APE-ENSEIGNEMENT	9 HAINAUT CENTRE	0		0
APE-ENSEIGNEMENT	10 HAINAUT SUD	0		0
TOTAL			100	1

Remarque: population secondaire au 01/10/2023

ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL SPECIALISE

CONVENTION	ZONE	Popul. scolaire	%	Nbre postes
ACS RB 2004	1 BRUXELLES-CAPITALE	613	100	1
APE-ENSEIGNEMENT	2 BRABANT WALLON	184	0,42	0,5
APE-ENSEIGNEMENT	3 HUY-WAREMME	49	0,14	0
APE-ENSEIGNEMENT	4 LIEGE	63	0,18	0
APE-ENSEIGNEMENT	5 VERVIERS	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	6 NAMUR	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	7 LUXEMBOURG	10	0,03	0
APE-ENSEIGNEMENT	8 WALLONIE PICARDE	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	9 HAINAUT CENTRE	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	10 HAINAUT SUD	128	0,36	0,5
TOTAL			100	1

Remarque: population fondamentale au 30/09/2023

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE SPECIALISE

CONVENTION	ZONE	Popul. scolaire	REP. %	POSTES
ACS RB 2004	1 BRUXELLES-CAPITALE	350	100	1
APE-ENSEIGNEMENT	2 BRABANT WALLON	78	14,66	0
APE-ENSEIGNEMENT	3 HUY-WAREMME	49	9,21	0
APE-ENSEIGNEMENT	4 LIEGE	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	5 VERVIERS	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	6 NAMUR	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	7 LUXEMBOURG	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	8 WALLONIE PICARDE	0	0,00	0
APE-ENSEIGNEMENT	9 HAINAUT CENTRE	172	32,33	0
APE-ENSEIGNEMENT	10 HAINAUT SUD	233	43,80	0,5
TOTAL			100	0,5

Remarque: population secondaire au 01/10/2023

Attention : les chiffres de répartition ci-dessus tiennent compte de la **surpondération** de la population scolaire de l'enseignement spécialisé, prévue dans le décret et communiquée chaque réseau concerné.

ANNEXE 2

Modèle de tableau à utiliser pour introduire une demande de poste ACS/APE

FICHER ENCODAGE DEMANDES DE POSTES ACS-APE AUTRES QUE PUERICULTRICES PERIODE 2024-2021 Aide																														
PO GESTIONNAIRE DU DOSSIER				ETABLISSEMENT			IMPLANTATION				PARAMETRES				Critères d'attribution							Renseignements complémentaires non								
RES	ZONE	NIV	N° fase du PO	PO (enseignement subventionné) ou ETABLISSEMENT (Enseignement organisé par la FWB) DENOMINATION	ADRESSE	CP	LOCALITE	N° FASE de l'établissement	Niveau d'enseignement (unité FASE de l'établissement)	N° FASE implantation	NOMINAT	ADRESSE	N° CP	LOCALITE	Fonction en lien avec l'unité	Charge (temps plein ou mi-temps)	Durée	Poste partagé	Ecole porteuse	Existence d'une classe unique en lien avec l'unité FASE (col 11) (OUI / NON)	Nombre de titulaires dans le niveau concerné	Classe de l'indice socio-économique de l'implantation	Besoins spécifiques des élèves.	Population scolaire au 30/09/2023 pour l'implantation et le niveau d'enseignement concerné par la demande	Population scolaire au 30/09/2022	Population scolaire au 30/09/2021	Environnement de l'élève (descriptif)	Eléments structurels spécifiques à l'implantation (descriptif)		
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31

ANNEXE 3
Coordonnées des Commissions de gestion des emplois

Les demandes doivent être envoyées à une adresse mail unique

1. ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET SECONDAIRE ORDINAIRE

→ **COMMISSION ZONALE ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL**

ELS NON CONFESIONNEL	
Effectifs	Suppléants
<p>Galhia EN-NSEIRI 02/413.20.80</p> <p>Secrétariat : Souad EL MAKHCHOUNE 02/413.27.60</p>	<p>Sabrina GOUIGAH 02/413.25.83</p> <p>Adresse courriel commission : czfondamental.lnc@cfwb.be</p>

→ **COMMISSION ZONALE ENSEIGNEMENT SECONDAIRE**

Effectifs	Suppléants
<p>Galhia EN-NSEIRI 02/413.20.80</p> <p>Laïla CHAHID 02/413.23.40</p>	<p>Sabrina GOUIGAH 02/413.25.83</p> <p>Adresse courriel commission : czsecondaire.lnc@cfwb.be</p>

2. ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL ET SECONDAIRE SPECIALISE

→ **COMMISSION CENTRALE**

COMMISSION	FOND		SECONDAIRE	
	Effectif	Suppléant		
<p>LIBRE NON CONFESIONNEL Secrétariat :</p>	<p>Arnaud CAMES</p> <p>Souad EL MAKHCHOUNE 02/413.27.60</p> <p>Appui juridique : Galhia EN-NSEIRI 02/413.20.80</p>	<p>Jan MICHIELS</p> <p>Adresse courriel commission : ccfondamental.libre@cfwb.be</p>	<p>Arnaud CAMES</p> <p>Christelle GAUSSIN 02/451.64.85 Laïla CHAHID 02/413.23.40</p> <p>Appui juridique : Galhia EN-NSEIRI 02/413.20.80</p>	<p>Jan MICHIELS</p> <p>Adresse courriel commission : ccsecondaire.libre@cfwb.be</p>

ANNEXE 4

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

27 MAI 2015. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2002 déterminant pour l'enseignement fondamental les zones en application de l'article 13 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental, notamment l'article 13, modifié par le décret du 27 mars 2002 modifiant le décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives et portant diverses mesures modificatives;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 16 janvier 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 janvier 2015;

Vu le protocole de négociation du 11 février 2015 au sein du Comité de négociation entre le Gouvernement de la Communauté française et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'Enseignement et des Centres Psycho médico sociaux subventionnés reconnus par le Gouvernement ;

Vu le protocole de négociation du 11 février 2015 au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux - section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'avis n° 57.431/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 mai 2015, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant la nécessité d'aligner les zones de concertation de l'enseignement fondamental sur les zones de concertation de l'enseignement secondaire telles que modifiées suite à la mise en œuvre du décret du 11 avril 2014 portant assentiment à l'accord de coopération conclu le 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en œuvre des bassins

Enseignement qualifiant - Formation Emploi;

Sur la proposition de la Ministre chargée de l'Education;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 11 juillet 2002 déterminant pour l'enseignement fondamental les zones en application de l'article 13 du décret du 14 mars 1995 relatif à la promotion d'une école de la réussite dans l'enseignement fondamental est remplacé par :

« Article 1^{er}. - Sont constitués dix zones de concertation:

1. La zone de Bruxelles est composée des 19 communes de la Région de Bruxelles-Capitale : Anderlecht, Auderghem, Berchem-Sainte-Agathe, Bruxelles, Etterbeek, Evere, Forest, Ganshoren, Ixelles, Jette, Koekelberg, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek, Uccle, Watermael-Boitsfort, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint Pierre.
2. La zone du Brabant Wallon est composée des communes suivantes : Beauvechain, Braine-l'Alleud, Braine-le-Château, Court-Saint-Etienne, Chastre, Chaumont-Gistoux, Genappe, Grez-Doiceau, Hélécinne, Incourt, Ittre, Jodoigne, La Hulpe, Lasne, Mont-Saint-Guibert, Nivelles, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Perwez, Ramillies, Rebecq, Rixensart, Tubize, Walhain, Waterloo, Wavre, Villers-la-Ville.
3. La zone de Huy Waremme est composée des communes suivantes : Amay, Anthisnes, Berloz, Braives, Burdinne, Clavier, Crisnée, Donceel, Engis, Faimés, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Geer, Hamoir, Hannut, Héron, Huy, Lincent, Marchin, Modave, Nandrin, Oreye, Ouffet, Remicourt, Saint-Georges-sur-Meuse, Tinlot, Verlaine, Villers-le-Bouillet, Wanze, Waremme, Wasseiges.

4. La zone de Liège est composée des communes suivantes : Ans, Awans, Aywaille, Bassenge, Beyne-Heusay, Blegny, Chaudfontaine, Comblain-au-Pont, Dalhem, Esneux, Flémalle, Fléron, Grâce-Hollogne, Herstal, Juprelle, Liège, Neupré, Oupeye, Saint-Nicolas, Seraing, Soumagne, Sprimont, Trooz, Visé.
5. La zone de Verviers est composée des communes suivantes : Aubel, Baelen, Dison, Herve, Jalhay, Lierneux, Limbourg, Malmedy, Olne, Pepinster, Plombières, Spa, Stavelot, Stoumont, Theux, Thimister-Clermont, Trois-Ponts, Verviers, Waimes, Welkenraedt.
6. La zone de Namur est composée des communes suivantes : Andenne, Anhée, Assesse, Beauraing Bièvre, Ciney, Dinant, Doische, Eghezée, Fernelmont, Floreffe, Florennes, Fosses-la-Ville, Gedinne, Gembloux, Gesves, Hamois, Hastière, Havelange, Houyet, Jemeppe-sur-Sambre, La Bruyère, Mettet, Namur, Ohey, Onhayé, Profondeville, Rochefort, Sambreville, Sombreffe, Somme-Leuze, Vresse-sur-Semois, Yvoir.
7. La zone du Luxembourg est composée des communes suivantes : Arlon, Attert, Aubange, Bastogne, Bertogne, Bertrix, Bouillon, Chiny, Daverdisse, Durbuy, Erezée, Etalle, Fauvillers, Florenville, Gouvy, Habay, Herbeumont, Hotton, Houffalize, La Roche-en-Ardenne, Léglise, Libin, Libramont-Chevigny, Manhay, Marche-en-Famenne, Martelange, Messancy, Meix-devant-Virton, Musson, Nassogne, Neuchâteau, Paliseul, Rendoux, Rouvrois, Saint-Léger, Tellin, Tenneville, Tintigny, Saint-Hubert, Sainte-Ode, Vaux-sur-Sûre, Vielsalm, Virton, Wellin.
8. La zone de Wallonie Picarde est composée des communes suivantes : Antoing, Ath, Beloeil, Bernissart, Brugelette, Brunehaut, Celles, Chièvres, Comines-Warneton, Ellezelles, Enghien, Estaimpuis, Flobecq, Frasnes-lez-Anvaing, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Mont-de-l'Enclus, Mouscron, Pecq, Péruwelz, Rumes, Silly, Tournai.
9. La zone de Hainaut Centre est composée des communes suivantes : Binche, Boussu, Braine-le-Comte, Chapelle-lez-Herlaimont, Colfontaine, Dour, Ecaussinnes, Estinnes, Frameries, Hensies, Honnelles, Jurbise, La Louvière, Lens, Le Roeulx, Manage, Mons, Morlanwelz, Quaregnon, Quévy, Quiévrain, Saint-Ghislain, Seneffe, Soignies.
10. La zone de Hainaut Sud est composée des communes suivantes : Aiseau-Presles, Anderlues, Beaumont, Cerfontaine, Charleroi, Châtelet, Chimay, Courcelles, Couvin, Erquelines, Farciennes, Fleurus, Fontaine-l'Évêque, Froidchapelle, Gerpennes, Ham-sur-Heure, Les Bons Villers, Lobbes, Merbes-le-Château, Momignies, Montigny-le-Tilleul, Philippeville, Pont-à-Celles, Sivry-Rance, Thuin, Viroinval et Walcourt. »

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2016.

Art. 3. Le Ministre ayant l'Education dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2015.

Le Ministre-Président,

Rudy DEMOTTE

La Vice-présidente et Ministre de l'Education, de la Culture et de l'Enfance,

Joëlle MILQUET